

Après le « Printemps arabe », les partenaires méditerranéens veulent renforcer leur coopération

Au Sommet 5+5 entre Européens et Arabes, les pays des rives nord et sud de la Méditerranée ont promis de s'entraider sur le plan politique comme économique dans un climat "plus sincère et amical", bouleversé par les révolutions arabes.

"C'était la première réunion de ce type depuis neuf ans, organisée dans un contexte historique de profondes transformations. Ce sommet était important et bienvenu", a estimé samedi lors de la conférence de presse finale le Premier ministre maltais Lawrence Gonzi.

Il a souligné que le 5+5 n'était "pas une institution" mais un forum "pour discuter et échanger des expériences en matière de sécurité, migration, développement économique, questions sociales".

"Les jeunes et générations futures", leur formation, leurs aspirations "ont été au premier plan" du sommet y compris dans les débats sur la sécurité alimentaire, le pétrole ou l'eau.

Preuve que la rive sud était demandeuse d'une telle rencontre, M. Gonzi était entouré devant la presse des dirigeants libyen, marocain, tunisien et mauritanien, qui ont qualifié de "succès" ce sommet 5+5 (Espagne, France, Italie, Malte, Portugal + Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie), le premier depuis la chute des régimes tunisien, libyen et égyptien.

"Différemment de réunions où tout est préparé à l'avance, ici on s'est dit des vérités et contre-vérités. Mais l'idée était de chercher l'unité entre deux rives où l'une (le Nord) affronte des problèmes économiques et l'autre une crise politique", a relevé le Premier ministre marocain Abdelilah Benkirane.

Sincérité

Le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz est du même avis: "le sommet a permis de discuter franchement et sincèrement de tout, sans s'entourer toujours de diplomatie". L'objectif était, à ses yeux, de rapprocher le Nord "très avancé sur les plans économiques et techniques et le Sud théâtre de changements extrêmement importants et qui dispose d'énormes ressources".

La Déclaration de Malte adoptée pendant le Sommet a insisté sur "le vaste patrimoine partagé de culture, civilisation et histoire et sur les aspirations des peuples de la région à un partenariat avec pour objectifs la démocratie, la stabilité, la sécurité et la prospérité".

Selon le président tunisien, la réunion a aussi permis de progresser vers une relance de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Il a dit avoir obtenu l'accord du Maroc et de l'Algérie pour participer à un sommet de l'UMA dans les prochains mois. La Libye a aussi donné son assentiment.

Le président de la Commission européenne José Barroso "nous a dit qu'il n'est pas normal que le Maghreb soit la région la moins intégrée du monde", a confié Moncef Marzouki.

"Un espace de 100 millions de consommateurs peut être un atout aussi pour le développement de l'Europe car le Maghreb a besoin d'infrastructures", a ajouté le président tunisien.

"Task-force" pour l'immigration

L'UMA était présente au sommet en tant qu'observatrice tout comme la Ligue arabe et l'Union pour la Méditerranée. Pour le chef d'Etat libyen Mohamed El-Magarief, le sommet a été "dans la bonne direction pour créer une meilleure compréhension et une plus forte coopération entre les pays" afin d'aboutir "aux objectifs communs de démocratie, prospérité et liberté".

L'un des sujets les plus sensibles discutés au sommet a été celui des migrants qui quittent chaque année par milliers la rive sud de la Méditerranée pour se faire une nouvelle vie au Nord.

Le président tunisien a annoncé la création au sein du 5+5 d'une "task force" pour décourager ce phénomène et "secourir ces gens afin d'éviter les tragédies en mer" via notamment une meilleure coordination des forces maritimes à l'échelle régionale. Tunis hébergera une réunion 5+5 des ministres chargés des questions de sécurité et humanitaires pour mettre au point "les détails techniques".

"Il y a des enfants tunisiens, des Libyens, parfois des gamins très jeunes qui meurent dans des naufrages. Ces drames humains ne peuvent pas être acceptés. Aucun développement économique ne peut se payer à ce prix", a-t-il ajouté.